



# La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014)

François Burgat

## ► To cite this version:

François Burgat. La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014). 2014. halshs-01081791

**HAL Id: halshs-01081791**

**<https://shs.hal.science/halshs-01081791>**

Preprint submitted on 11 Nov 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **La crise syrienne au prisme de la variable religieuse (2011-2014)**

**François Burgat CNRS –Iremam, Aix-en-Provence–EuropeanResearchCouncil-Wafaw**

**Abstract :The Syrian crisis through the prism of the religious variable (2011-2014)**

**How could the perception and, partly so, the reality of an initially secular and democratic protest mobilization have been misused, misguided, or merely concealed under the guise of radical and sectarian tension assigned to only one of the components of the Syrian national fabric?**

**How could the « sectarianization » of Syrian society's internal fractures gradually come to resonate with old and deep lines of tension, between the Sunni and Shia at regional level, first and foremost, but, even more insidiously, between Islam and Christianity – at national minorities' level first, then on the international scene?**

**Mots clefs :**

**Syrie, Printemps arabe, Oppositions, Frères Musulmans, Islamistes, Irak, Jihadisme,**

Comment la perception et, en partie, la réalité d'une mobilisation protestataire initialement laïque et démocratique a-t-elle pu être détournée, dévoyée, ou seulement masquée sous les oripeaux de la crispation radicale et sectaire attribuée à une seule des composantes du tissu national syrien ? Comment la confessionnalisation des fractures internes de la société syrienne est-elle progressivement entrée en résonance avec de vieilles et profondes lignes de tension, sunnite - chiite à l'échelon régional, d'abord et surtout mais, plus insidieusement encore, entre Islam et Christianité, à l'échelon des minorités nationales d'abord, sur la scène internationale ensuite ?

## **INTRODUCTION:**

**Derrière la façade laïque du baasisme syrien, une citoyenneté inachevée.**

Pour cerner à la fois le rôle des appartenances religieuses dans les stratégies individuelles ou collectives des différents acteurs de la crise (Syriens, voisins proches ou lointains, "musulmans" ou non) et les itinéraires qui les ont propulsées au cœur de la sphère politique, il faut tout d'abord rappeler la double spécificité de la société syrienne et du tissu politique proche-oriental. Pour l'essentiel, les clivages ethniques et confessionnels sont au Proche Orient à la fois plus nombreux, plus affirmés et, jusqu'à un certain point au moins, plus naturellement et plus systématiquement "transnationaux" que leurs potentiels homologues dans la Tunisie de Ben Ali (le berbérisme) ou dans l'Egypte de Moubarak (la christianité copte).

Au sein de la société syrienne, tout au long de la période d'hégémonie du parti Baas, les clivages ethniques et confessionnels, si présents soient-ils demeurés, ont eu une visibilité moindre qu'au Liban ou dans l'Irak voisins. Au Liban d'abord, en Irak ensuite, les interactions entre les différentes communautés, en l'absence d'une centralisation autoritaire telle qu'opérée par le Baas ou dès lors que cette centralisation s'est fissurée, ont été en effet plus conflictuelles et donc, par la force des choses, plus visibles. Il en a été ainsi le plus souvent pour le pire, soit les épisodes de guerre sectaire de 1975-1992 au Liban et, à partir de 2006-2007 en Irak. Mais au Liban le repoussoir de la violence expérimentée lors des affrontements inter-confessionnels a sans doute contribué également à l'émergence, si fragile soit-elle, d'une culture citoyenne supra-confessionnelle. Une moitié de la communauté maronite libanaise a ainsi estimé possible de s'allier électoralement avec le Hizbollah chiite, et réciproquement.

En Syrie, avant la poussée protestataire de 2011, le rôle ou même seulement la reconnaissance de la diversité confessionnelle et ethnique n'étaient en fait que "latents". Si solidement ancrée ait-elle été dans les profondeurs de la société, une telle diversité n'était présente que de façon allusive dans l'iconographie et la rhétorique unitaires du régime. Les acteurs de cette diversité et les clivages qui en résultaient n'avaient à peu près aucune légitimité dans l'espace public. Si ce n'est pour célébrer sur un mode totalement unanimiste le soutien consensuel qu'elles apportaient au pouvoir, les diverses composantes de la nation n'étaient jamais évoquées explicitement comme de possibles acteurs, aussi bien par les intéressés que par le pouvoir. Mais elles n'en étaient pas moins étroitement intégrées à sa stratégie de domination.

Sans craindre d'infirmier ses affirmations laïques, le pouvoir s'autorisait toutefois quelques expressions d'un discret "fondamentalisme d'Etat" destiné surtout à prévenir toute velléité de la majorité démographique sunnite de s'approprier un éventuel monopole de légitimité dans le champ religieux<sup>1</sup>. Ainsi avait-il notamment adopté un slogan affirmant sa conviction que, si laïque soit-elle, "Dieu protège(ait) la Syrie", et bien sûr son président. Le statut politique des appartenances religieuses ou ethniques pouvait en fait se résumer à une double vocation soigneusement respectée. La religion du groupe alaouite dominant n'était jamais évoquée, sans doute parce qu'elle aurait souligné l'isolement du pouvoir dans le champ religieux. Pour le reste, la référence à la multiplicité des appartenances était la bienvenue dès lors qu'il s'agissait de célébrer la capacité du régime à les transcender. (Illustration "La diversité célébrée"). Chaque fois en revanche que les liens communautaires risquaient d'entrer en concurrence avec la loyauté due au parti unique, ou qu'ils risquaient de fournir aux individus une protection limitant l'emprise de l'Etat, ils devaient être occultées, voire niées et/ou combattus. L'appartenance kurde était celle qui avait donné lieu aux répressions les plus récentes, notamment en 2004 au lendemain de l'intervention américaine en Irak, la poussée autonomiste du Kurdistan irakien ayant alerté Damas sur une possible contagion irrédentiste<sup>2</sup>. Mais pas plus les Chrétiens ou les

---

<sup>1</sup> Thomas Pierret *Baas et Islam en Syrie : la dynastie des Assad face aux Oulémas*, Puf Proche Orient, 2012. L'étude approfondie de Thomas Pierret a entre autres intérêts celui de dévoiler le subtil jeu de "cache-cache" à laquelle, dans ses diverses expressions, organisationnelles ou autres, se livre la religiosité sunnite avec le pouvoir dans un champ miné par les strictes interdictions de toute mobilisation oppositionnelle.

<sup>2</sup> Les Kurdes de Syrie auraient ainsi connu successivement trois statuts politiques différents: un temps obstacles à l'hégémonie symbolique de la référence nationaliste arabe, ils sont ensuite apparus au régime "alaouite" comme une minorité utile car potentiellement mobilisable, avec ses homologues chrétienne, druze ou ismaélienne, contre la majorité arabe sunnite avant de redevenir, avec l'affirmation

Druzes que bien sur la majorité sunnite (depuis 1982) ne se savaient à l'abri d'une violence d'Etat spécifiquement dirigée contre leur communauté<sup>3</sup>.

Dans cette phase prérévolutionnaire, les appartenances infra étatiques des Syriennes et des Syriens interféraient d'autant moins avec leurs comportements individuels ou collectifs que l'autoritarisme du régime ne laissait aucune place à l'expression de postures moindrement différenciées des siennes. En d'autres termes : le maillage autoritaire établi par le Baas (ou en réalité par les cinq appareils de sécurité qui s'étaient assez rapidement substitués à lui<sup>4</sup>) sans pour autant réussir à dissoudre les identités infra-étatiques, avait radicalement entravé leur expression, au détriment de l'émergence d'une véritable culture citoyenne. Sous la fiction d'une culture nationale supra confessionnelle, énoncée par l'Etat de façon volontariste et unilatérale, un autoritarisme sourcilieux avait gelé les interactions entre les communautés : jusqu'en mars 2011, en Syrie, la question des différences communautaires n'était pas seulement de l'ordre du non-dit mais bien de l'indicible, sauf à prendre le risque d'une implacable répression<sup>5</sup>.

Le plus souvent, les communautés se côtoyaient donc sans vraiment se fréquenter. L'un des paradoxes de la séquence révolutionnaire voulut que ce fut la mobilisation protestataire qui fit s'abaisser, au moins dans un premier temps, les barrières communautaires, donnant aux communautés une occasion de se connaître et de se reconnaître<sup>6</sup>. Les premières manifestations ont ainsi pour beaucoup de participants une saveur inconnue : celle d'une mixité intercommunautaire qui, derrière le discours unanimiste du pouvoir, n'était en fait jamais vraiment passée dans les mœurs. A bien des égards, les premiers mois de la mobilisation protestataire firent peut être plus en Syrie pour la mise en oeuvre des prétentions laïques et supraconfessionnelles du régime baasiste que toute son action au cours de 40 années de pouvoir<sup>7</sup>.

---

autonomiste du Kurdistan irakien consécutive à la chute de Saddam Hussein, un exemple potentiellement dangereux d'irréductibilisme.

<sup>3</sup> Lorsqu'en 1969, l'administration refusa d'agréer l'évêque choisi par les chrétiens de Homs, leurs protestations furent réprimées brutalement, au prix d'un mort.

<sup>4</sup> Cf notamment Wladimir Glasman in "Les ressources sécuritaires du régime" *Pas de printemps pour la Syrie, Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)* François Burgat et Bruno Paoli (dir) page 33. Dans le même ouvrage, cf également, plus particulièrement, les contributions de Nicolas Dot Pouillard, Matthieu Rey, Thomas Pierret, Laura Ruiz de Elvira Carrascal, Cécile Boex, Bernard Hourcade, Claire Beaugrand.

<sup>5</sup> "En Syrie, on ne parle pas de ces choses-là" nous avait fermement interrompu un passant anonyme quand, un soir de 2010, dans une ruelle déserte de la vieille ville, il avait saisi les bribes du commentaire d'un collègue syrien sur les relations intercommunautaires dans le pays.

<sup>6</sup> "Je me souviens tout particulièrement de l'une (de ces manifestations de condoléances) (...) dans la cité de Qâbun, un quartier de Damas où je n'avais jamais mis les pieds. (...) Nous défilions (...) devant les proches et les parents. Des délégations de tous les quartiers, mais également de nombreuses villes du pays, se présentaient fièrement à voix haute. Comme j'étais accompagnée d'amis venant d'un quartier pouvant faire penser qu'ils étaient chrétiens, lorsque nous sommes entrés, le slogan de nos hôtes alignés dans le couloir est devenu : « Un, un, un, le peuple syrien est un ! » C'était une façon de bien signifier le rejet des manœuvres sectaires du régime" in François Burgat "La stratégie al-Assad: diviser pour survivre" *Pas de printemps pour la Syrie* op cit page 23. Cf également le témoignage d'un activiste de gauche "Les barbus, c'est peut être la première fois que l'on se parle et que l'on se respecte. On a quelque chose en commun !" in "Laïcs et Islamistes en Syrie, un front uni". <http://oumma.com/13316/laics-islamistes-syrie-un-front-uni>

<sup>7</sup> Cf par exemple les pratiques d'un personnage central dans l'univers de la désinformation "chrétienne" sur le conflit in "Mère Agnès Marie de la Croix reconnaît que ses informations proviennent des moukhabarat syriens"

Au Liban, la guerre civile, à la fois régionale et sectaire d'abord, la stratégie électorale du général Aoun et du Hizbollah ensuite, étaient à l'inverse passées par là <sup>8</sup>. Si le ciment national libanais a résisté aux sollicitations directes des quatre premières années de la crise syrienne, on peut penser que c'est en partie parce que les conséquences dramatiques de sa rupture ont été longuement expérimentées par les principaux intéressés.

Avec la crise, les appartenances infra-étatiques des acteurs vont faire l'objet d'instrumentalisations diverses, voire contradictoires. Cette confessionnalisation va résulter d'abord d'une stratégie volontariste du régime, dans l'arène nationale d'abord, puis très vite également régionale. En parallèle, les appartenances communautaires vont progressivement devenir parties intégrantes des registres de communication et d'action d'une partie au moins des membres syriens de l'opposition. Irrésistiblement, dans ces rangs de l'opposition comme dans ceux du pouvoir et de ses alliés, les acteurs, aussi bien locaux que régionaux ou internationaux, vont se distancier de leurs agendas éthiques ou stratégiques pour, de façon plus ou moins avouée, faire de leurs appartenances infra-étatiques les références ou les cadres de leur mobilisation.

## **I - Parler laïque, agir confessionnel... : “sunniser” la révolte pour surfer des peurs pas seulement occidentales**

L'opposition - composite mais, au moins au niveau de son leadership et de ses élites, réellement transconfessionnelle - n'avait évidemment pas (avant la phase de la militarisation et la recherche des soutiens financiers extérieurs) d'intérêt à mettre en avant une référence confessionnelle susceptible d'affaiblir sa stratégie unitaire. Dès la phase de lancement de la protestation, elle s'efforça donc, malgré le choix des mosquées comme point de départ des manifestations hebdomadaires, de mettre en avant des mots d'ordre <sup>9</sup> affirmant sa volonté d'avoir une assise transconfessionnelle. La phase de militarisation mit à mal cette ambition affichée. D'abord parce que les groupes armés apparurent assez rapidement comme étant - à quelques exceptions près (d'une portée généralement plus symbolique que militaire<sup>10</sup>) - issus

---

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/11/20/mere-agnes-marie-de-la-croix-reconnait-que-ses-informations-proviennent-des-moukhabarat-syriens/>

<sup>8</sup>Cf Vincent Geisser in “Le Liban, au cœur de la crise syrienne, en marge des révolutions arabes?” *Pas de printemps pour la Syrie* op cit page 221 à 237.

<sup>9</sup>“Al Chaab al Suri wahidwahidwahid”, (Le peuple syrien est un, un, un”) “Islam Massihiyeh, badna al houriya” (Islam ou chrétienté, on veut la liberté”) “Muslim, Masihi, Druze, Isma’ily, SunniChii... kulunabadna al houriya” (Musulmans, Chrétiens, Druzes, Ismaéliens, Sunnites, Chiites, nous voulons tous la liberté”) ! Cf également Jamal Chehayed, François Burgat, Bruno Paoli et Manuel Sartori in “La puissance politique des slogans de la révolution” *Pas de printemps pour la Syrie*, op cit page 185.

<sup>10</sup>Cf par exemple la création d'une brigade armée spécifiquement chrétienne. Ou la défection d'une femme officier alaouite, cité in François Burgat et Romain Caillet “Une guerilla islamiste ? Les composantes idéologiques de la révolte armée” in *Pas de Printemps pour la Syrie*, op cit page 55 sur les deux vidéos sur Youtube.com <<http://m1p.fr/yq3>>, 24 novembre 2012 et <<http://m1p.fr/yq4>>, 10 octobre 2012.

de la seule mouvance sunnite<sup>11</sup>. Ensuite, assez vraisemblablement, parce que le différentiel de réceptivité entre les “donors” d’Arabie et du Golfe d’une part, et ceux d’Europe et des Etats-Unis d’autre part, a assez vite contribué à encourager les combattants à afficher des affiliations “islamiques” susceptibles d’encourager une générosité plus agissante dans le Golfe arabo-persique qu’en Europe ou aux Etats-Unis.

A l’opposé, le régime avait pour sa part, dès le lancement de la crise, intérêt à restreindre l’assise de ses opposants à une couleur confessionnelle unique. Le bénéfice escompté par la “sunnisation” de l’opposition était double : Il s’agissait d’abord d’en diviser les rangs en en décourageant les composantes non sunnites. Il s’agissait ensuite d’en dépolitiser l’agenda et de décrédibiliser ses prétentions universalistes aux yeux de l’opinion publique occidentale. La confessionnalisation de l’opposition confortait également le rôle de “défenseur de la laïcité” que le régime s’auto-attribuait. Il s’érigeait ce faisant en protecteur de ces minorités, notamment chrétiennes si sélectivement chères à l’Occident alors que dans la réalité, il les instrumentalisait pour se protéger bien plus sûrement qu’il se souciait d’assurer réellement leur insertion et leur pérennité dans le tissu national<sup>12</sup>. La laïcité du régime, certes héritée de l’air nassériste et baasiste du temps, avait en réalité longtemps masqué ainsi la crainte des élites alaouites d’apparaître comme illégitimes face à la banalisation, en cours en terre arabe, de l’usage politique du lexique religieux de la majorité sunnite. La laïcité de Bachar al-Assad devait donc autant à son statut de minoritaire et à sa crainte des islamistes sunnites qu’à des convictions dont il allait montrer à quel point il était prêt à faire cyniquement abstraction. Avant d’en arriver là et de “chiitiser” son credo laïc, il avait assuré à sa communauté, en toute discrétion, une sur-représentation massive dans tous les segments sécuritaires de l’appareil d’Etat<sup>13</sup>. Il avait également (tout particulièrement depuis l’épisode insurrectionnel de 1982 à Hama) concentrées politiques répressives<sup>14</sup> sur les populations sunnites.

---

11

Cité in François Burgat et Romain Caillet “Une guérilla islamiste ? Les composantes idéologiques de la révolte armée” *Pas de printemps* op cit page 55 et Lund *Divided They Stand: An overview of Syria’s political opposition factions* Fondation européennes d’études progressistes, [http://www.feps-europe.eu/en/news/122\\_divided-they-stand-an-overview-of-syrias-political-opposition-factions](http://www.feps-europe.eu/en/news/122_divided-they-stand-an-overview-of-syrias-political-opposition-factions)

<sup>12</sup> Cf W. Glasman “Le régime syrien pleure le sort des chrétiens mais les emprisonne et les tue quand ils s’opposent à lui “. <http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/10/03/le-regime-syrien-pleure-sur-le-sort-des-chretiens-mais-les-emprisonne-et-les-tue-quand-ils-sopposent-a-lui/>

<sup>13</sup> Alain Chouet, “L’espace tribal des Alaouites à l’épreuve du pouvoir, La désintégration par le politique” « Maghreb-Machrek » (147) 1995, La Documentation Française, Paris. Bruno Paoli, « Des Alaouites de Syrie (1) : un autre islam », *Les Carnets de l’Ifpo. La recherche en train de se faire à l’Institut français du Proche-Orient* (Hypotheses.org), 7 décembre 2012. [En ligne] <http://ifpo.hypotheses.org/4575> ou “Et maintenant on va où”, in *Pas de printemps pour la Syrie*, op cit page 128 “Le régime ayant construit son pouvoir sur l’armée et les services de sécurité, ces fidèles contrôlent l’appareil sécuritaire”. La communautarisation de l’appareil de sécurité se serait accéléré après l’insurrection sunnite de 1982 qui aurait convaincu le pouvoir de la perméabilité de l’appareil partisan et de la nécessité de laisser se développer l’emprise de services de sécurité eux mêmes verrouillés par le lien ethno-confessionnel alaouite (cf Wladimir Glasman op cit).

<sup>14</sup> Sur l’univers carcéral, cf notamment Mustapha Khalifé, *La Coquille, prisonnier politique en Syrie* Actes Sud 2007 et Aram Karabet *Treize ans dans les prisons syriennes : voyage vers l’inconnu*, Actes Sud, 2013

Pour faire de la confessionnalisation de la protestation qui le menaçait l'axe privilégié de la contre-offensive, il va avoir recours à de multiples procédés relevant à la fois du registre de la communication mais également, bien plus directement, de celui de la répression et de la manipulation.

Immédiatement après les premières manifestations de Deraa fut lancée, notamment à Damas, une intrigante campagne d'affiches. «Si l'on me demande à quelle communauté j'appartiens, je réponds : à la Syrie», proclamaient en souriant des Syriennes et des Syriens dont les codes vestimentaires étaient supposés les affilier à chacune des composantes de la mosaïque ethnique et confessionnelle du pays. La question était à la fois très peu politiquement correcte et tout à fait incongrue : elle faisait d'abord accéder brutalement dans l'espace public une réalité communautaire systématiquement occultée jusqu'alors par le régime. Elle aboutissait plus encore à insinuer qu'avaient pris pied dans le pays des individus peu recommandables cardésireux d'en stigmatiser d'autres sur la seule base de leur appartenance communautaire. Parallèlement, les médias officiels diffusèrent avec insistance une version des premiers heurts survenus à Lattaquié à la frontière de la "montagne alaouite", toute entière construite sur le registre d'une agression concertée des sunnites contre leurs voisins alaouites. Pour internationaliser la crise et dépouiller l'opposition de toute crédibilité aussi bien démocratique que nationaliste, le fer de lance supposé des incidents était un commando - jamais identifié - où auraient figuré, déjà, trois "jihadistes", yéménite, saoudien et libanais. Des vidéos (un sunnite "décapiteur", image qui sera ensuite identifiée comme étant de provenance irakienne), des slogans sectaires ("Les Chrétiens à Beyrouth, les Alaouites - "fil qabût" - dans le tombeau"), des manipulations terroristes attribuées à l'opposition (dont la décapitation de leaders alaouites à Homs), des saynètes grossièrement fantaisistes mettant en scène des "commandos étrangers", diffusées en boucle, s'employèrent à crédibiliser la rhétorique officielle, exclusivement fondée sur l'existence d'un complot étranger mis en oeuvre par des radicaux sunnites.

La confessionnalisation de la protestation populaire a été également sollicitée par un usage systématiquement sélectif de la violence répressive. Si aucune différence n'est apparue dans le traitement individuel des transfuges ou des déserteurs selon leur communauté respective, (les rares Alaouites faisant défection étant même l'objet de traitements encore plus cruels), il n'en a pas été de même du traitement des manifestations collectives. Les mouvements autonomistes kurdes furent ainsi discrètement encouragés à manifester leur volonté d'autonomisation vis-à-vis de la "révolte arabe" <sup>15</sup>. Seuls les Druzes (notamment à Sweida) "bénéficièrent" de la relative inocuité des gaz lacrymogènes. Dès lors que les manifestations se déroulaient dans des quartiers à dominante sunnite (banlieue de Damas, Hama, Homs), ils furent en revanche la cible des balles réelles tirées par les forces de sécurité ou par des commandos qui y avaient été infiltrés <sup>16</sup>. Enfin, l'infrastructure militaire jihadiste a été, on va le voir, encouragée par la

---

<sup>15</sup>Adam Bacsko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, "Vers un nouvel Etat syrien? Les institutions du gouvernorat d'Alep" in *Pas de Printemps pour la Syrie* op cit page 201.

<sup>16</sup>*Pas de printemps pour la Syrie*, op cit, page.... ou, plus exactement, de certains compartiments de ces forces, dans des conditions aujourd'hui clairement documentées cf notamment les témoignages recueillis à Amman par nos soins et notamment ceux du général Ahmed Tlass, <http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/03/30/syrie-temoignage-du-general-ahmed-tlass-sur-le-systeme-et-la-repression-24/>, d'un Capitaine de la garde républicaine,



libération opportune de militants, puis longtemps épargnée, au moins partiellement, par les traitements radicaux (notamment les bombardements aériens) réservés au reste de l'opposition.

## **II “Si je ne suis plus syrien, qui suis je” ? ou le spectre de la fragmentation confessionnelle de l'appartenance nationale**

Cette stratégie va au moins partiellement porter ses fruits. La variable des appartenances est progressivement apparue dans les rangs de l'opposition comme n'étant plus seulement imposée ou manipulée par le régime mais bel et bien appropriée par un certain nombre d'acteurs, nationaux d'abord puis, plus encore, étrangers.

L'autre versant des entorses radicales du régime à son credo laïque ayant nourri le processus de confessionnalisation tient au fait qu'il ne s'est pas privé, non pour discréditer ses opposants mais, cette fois, pour accroître le nombre de leurs adversaires, d'instrumentaliser la sensibilité religieuse de son propre camp. Pour mobiliser l'aide régionale et internationale, ce Baas, co fondé par (le chrétien) Michel Aflaq pour précisément permettre au projet nationaliste arabe de transcender les divisions communautaires s'est brutalement confessionnalisé, s'employant à mobiliser non plus sa clientèle “anti-impérialiste” de membre fondateur du “front du refus” mais bien... des “chiïtes” puis des “chrétiens” “anti-sunnites” ou même simplement ... anti-musulmans. Il l'a fait d'abord en faisant vibrer la corde communautaire chez les Alaouites du Liban ou de Turquie (ainsi que chez leurs très lointains cousins Alevis, souvent présents dans les rangs des opposants à l'AKP et donc, potentiellement, hostiles au principe du soutien à l'opposition syrienne<sup>17</sup>). Il l'a fait ensuite plus largement chez les chiïtes d'Iran, d'Irak (installés en Syrie pour certains ) et bien sûr du Liban<sup>18</sup>, mais également du Yémen et du Pakistan. A partir du début de l'année 2013, date à laquelle le soutien iranien est devenu décisif, le régime a entrepris de reconfessionnaliser son camp, prenant appui sur le “chiïsme” d'une appartenance alaouite pourtant longtemps considérée comme très fragile aussi bien par les Duodécimains que par des Alaouites eux-mêmes réputés de surcroît en perte de religiosité<sup>19</sup>. Bachar al Assad s'est parallèlement employé ensuite à flatter, sur le registre religieux aussi bien que sur celui du laïcisme, le vieux et inépuisable fond “anti-musulman” des Chrétiens, pas seulement

---

<http://syrie.blog.lemonde.fr/2013/11/30/syrie-temoignage-de-lun-des-premiers-deserteurs-de-larmee-reguliere-syrienne>

ou de Ala' Ali al-Hawrani, un conscrit déserteur : <http://syrie.blog.lemonde.fr/2013/12/03/syrie-temoignage-dun-deserteur-capitaine-dans-la-garde-republicaine/>

<sup>17</sup> Cf Jean Marcou, notamment in “La Turquie face au cauchemar syrien” *Pas de printemps pour la Syrie* op cit page 250.

<sup>18</sup> Cf notamment NGC BLOG, “Shiite Foreign Fighters in Syria: Facts, Narratives and Regional Impact”, 24 January 2014. <http://ngcco.wordpress.com/2014/01/24/shiite-foreign-fighters-in-syria-facts-narratives-and-regional-impact/>

<sup>19</sup> Ce n'est que tardivement (en 1973) que des Oulémas chiïtes, dont Moussa Sadr, ont offert au père de Bachar, alors en butte à une vive contestation sunnite, le soutien de la reconnaissance des Alaouites (et donc des Assad) dans le champ religieux. Le régime affectait de ne jamais faire référence à la religion (parfaitement absente des manuels d'enseignement religieux) de sa communauté et qui était manifestement depuis plusieurs décennies “en perte de repères religieux” Cf notamment Bruno Paoli in “Et maintenant, on va où? : les alaouites à la croisée des destins” *Pas de printemps pour la Syrie* op cit page 131 : “Mais une chose est certaine : dans la communauté, la religion semble en perte de vitesse et souffre à l'évidence d'une (...) forme de désaffection à laquelle la politique de “modernisation” voulue par Hafez al Assad n'est probablement pas étrangère”.



orientaux. Brandi par le régime et puissamment relayé par ses soutiens chrétiens locaux, l'effet repoussoir du sunnisme radical a opéré d'abord, assez facilement, chez les Chrétiens syriens et autres Eglises orientales. Mais il a manifestement marqué des points, plus encore, dans le tissu chrétien des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest, en Amérique latine également (par communauté syro-libanaise chrétienne ou par communauté alaouite interposée<sup>20</sup>). Le repoussoir de l'Islam, radical ou non, a clairement opéré également dans la Russie très orthodoxe de Vladimir Poutine. A côté d'une évidente volonté revancharde anti-occidentale et d'une lancinante mémoire "soviétique" de la déroute afghane, la christianité de Vladimir Poutine a très vraisemblablement nourri l'une au moins des motivations de son opiniâtre engagement aux côtés de Bachar al-Assad. Poutine, tout comme une partie de l'establishment militaire russe, est réputé auprès de ceux qui connaissent bien son imaginaire, vouloir venger en Syrie non seulement les affronts occidentaux aux frontières de son empire puis en Libye, mais également les humiliantes défaites subies 30 ans plus tôt en Afghanistan contre la première génération des Jihadistes contemporains<sup>21</sup>. Il entend manifestement y parachever également des victoires "préventives" dit-il souvent (« pour ne pas avoir à mener demain à nos frontières la guerre que nous menons ce jour en Syrie ») remportées en Tchétchénie contre les adeptes d'un islam politique à l'égard duquel il manie de longue date les raccourcis les plus sectaires<sup>22</sup>.

Pour être complet, il faut enfin préciser que le régime "laïc" syrien a également tenté, avec plus ou moins de succès, de mobiliser, à son bénéfice, l'appartenance religieuse des sunnites. Il a ainsi sollicité de son mufti A. Hassoun, qui n'avait rien à lui refuser<sup>23</sup> un appel au Jihad à son profit<sup>24</sup> dont les termes menaçaient les Etats-Unis et Israël d'être, en cas d'attaque contre la Syrie, la cible d'attentats-suicides.

C'est ainsi que la crise syrienne, que le régime de Damas avait un temps voulu faire passer comme un affrontement entre islamistes et défenseurs de la laïcité, s'est transformée irrésistiblement en un affrontement entre des "islamistes" sunnites d'une part et des chiites tout

---

<sup>20</sup> Janaina Herrera in "Les diasporas d'Amérique latine et la crise syrienne" *Pas de printemps pour la Syrie* op cit p.322 et "Les diasporas syro libanaises, grand soutien de Bachar al Assad" in *Orient XXI* : « Cette évolution favorable au régime semble traduire l'inquiétude de l'importante communauté syrienne maronite de São Paulo pour le sort de ses coreligionnaires syriens, que les (...) combats dans le village à majorité chrétienne de Maaloula n'a fait qu'accentuer. Dans ce contexte, l'appel du pape à prier pour la paix en Syrie a eu un fort écho. Au Brésil, il semble donc que la crainte pour le sort des chrétiens d'Orient soit le facteur mobilisateur principal parmi l'influent *establishment* chrétien de la communauté. » <http://orientxxi.info/magazine/les-diasporas-syro-libanaises,0374>

<sup>21</sup> Merci à Alexei V. pour ses précieuses remarques sur cet univers de Vladimir Poutine qui lui est familier.

<sup>22</sup> Cf notamment l'analyse signée Aurelien Patou sur le blog Wladimir Glasman : "Le troisième trait (de la posture russe) repose sur une perception idéologique de la politique arabe. A l'image de ses prédécesseurs, Vladimir Poutine s'illustre par un anti-islamisme que l'on peut qualifier de primaire. Peu enclin par nature à laisser s'exprimer les oppositions, il considère comme un ennemi absolu celles dont les références ne sont ni laïques, ni chrétiennes. Elles sont pour lui une menace insupportable. Il appartient à un groupe politique que l'on peut qualifier d'éradicateur. (...) Pour lui, toute opposition, où que ce soit, qui ne prend pas ses distances avec les références musulmanes, doit être vigoureusement combattue. Cette obsession a été renforcée par l'aboutissement des soulèvements en Egypte et en Tunisie. De son point de vue, toutes les révolutions arabes sont dangereuses car elles sont détournées ou captées à leur profit par les islamistes." <http://syrie.blog.lemonde.fr/2012/12/29/russie-syrie-raisons-et-limites-dun-repositionnement/>

<sup>23</sup> Son fils avait été assassiné en octobre 2011, vraisemblablement par le régime, pour "verrouiller" sa fidélité dans la crise naissante.

<sup>24</sup> <http://www.courrierinternational.com/article/2011/10/13/vengeur>

aussi "islamistes" d'autre part. Avec le temps, ces "islamistes-là, on va le voir, vont être peu à peu soutenus, ostensiblement ou non, par action ou par omission, non seulement par les Chiites ("le camp des descendants de Khomeiny") venus d'Iran ou (le plus souvent) d'Irak, au nom d'une solidarité parfaitement sectaire mais tout autant par celui des puissances occidentales dites "laïques" mais gouvernées néanmoins par des européens, américains, ou russes, "laïques" certes mais sans doute également "chrétiens" dont la crise a progressivement révélé qu'au-delà de leurs clivages stratégiques, ils partageaient tous en fait une identique méfiance, ancrée pour une part au moins dans leur propre imaginaire confessionnel vis-à-vis de la composante majoritaire, c'est-à-dire sunnite ("les descendants de Ben Laden") du monde musulman<sup>25</sup>.

La révolte syrienne n'a pas réouvert la vieille fracture islamo-chrétienne entre seulement la Russie de Poutine et l'opposition "islamique" syrienne. Après la phase fugitive d'un soutien un temps bruyamment proclamé, ce sont très vraisemblablement la suspicion puis les accusations (bien avant que ne s'y ajoutent les "constatations" d'"islamisation" énoncées à l'égard d'une large majorité des opposants syriens (et pas seulement des jihadistes) qui ont suscité ou à tout le moins facilité l'irrésistible désengagement des Etats-Unis d'abord, de leurs partenaires et alliés européens ensuite<sup>26</sup>. L'explicitation de ce retrait a pris en septembre 2013 la tournure d'une brutale volte-face : les Etats Unis et leurs alliés (de mauvaise grâce pour la France) ont refusé d'opposer (hormis le démantèlement illusoire de son arsenal) la moindre sanction à la transgression par Damas de la "ligne rouge" mainte fois énoncée du recours aux armes chimiques.

### **III Une double internationalisation, étatique d'abord, infra étatique ensuite.**

Il est essentiel de comprendre que la crise syrienne a donné lieu conjointement non pas à une mais bien à deux dynamiques d'internationalisation<sup>27</sup>. La première, qui a été la plus explicite, a mobilisé des acteurs étatiques, à la fois régionaux (la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite d'une part, l'Iran d'autre part, le Liban étant entré dans le conflit sur une base infra étatique) et internationaux. La dynamique d'internationalisation étatique a eu pour première caractéristique

---

<sup>25</sup>Cf la trame du raisonnement énoncé par un député (européen) du Front national mais répandu plus largement, notamment - mais pas seulement - au sein de la droite française : "Fiction occidentale, le « Printemps arabe » ne fut qu'un sombre festival qatari-saoudien. Le Qatar et ses amis « Frères musulmans » purent s'offrir les régimes Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye, la terreur et le chaos en Syrie. Quant à l'Arabie Saoudite, elle emporta le deuxième acte au Caire en éliminant, grâce aux généraux égyptiens, Morsi et ses Frères musulmans mais elle disputa au Qatar l'influence sur les groupes terroristes en Syrie.

Toute cette œuvre funeste d'égorgements, de décapitations, de viols des jeunes chrétiennes ou chiites vierges, d'exécutions sommaires, de prisonniers enterrés vivants, de vidéos macabres postées sur Youtube et téléchargées des dizaines de milliers de fois dans nos banlieues, tout cela nous le devons « à nos magnifiques alliés », nos nouveaux amis du Moyen-Orient, gorgés de pétro-dollars, le Qatar et l'Arabie Saoudite". In "La France face à la question islamique : des choix crédibles pour un avenir français" <http://blog.realpolitik.tv/author/admin01/>

<sup>26</sup>La preuve de l'importance de ce facteur viendra, a posteriori, quelques mois plus tard, de la facilité avec laquelle Obama mobilisera le Congrès pour lancer sa campagne contre l'EI

<sup>27</sup>Cf l'éclairante illustration cartographique proposée par Robin Beaumont, Arthur Quesnay <http://www.noria-research.com/2014/07/16/sectarian-strategies-national-settings-and-the-war-economy-in-syria-and-iraq/>

d'être particulièrement "asymétrique". Le déséquilibre entre les moyens mis au service du régime et de l'opposition, par leurs sponsors respectifs, est vite apparu comme particulièrement évident. Motivée d'abord par des considérations à la fois éthiques (soutien aux ouvertures démocratiques) et stratégiques (opposition à l'Iran) fort diverses selon les acteurs concernés, cette interférence d'acteurs étrangers est apparue ensuite comme étant perméable à un registre demotivations - moins avouables -de nature trivialement confessionnelles, voire sectaires. Dans l'agenda des soutiens occidentaux del'opposition, la variable religieuse a manifestement repris ses droits sur les considérationsstratégiques ou éthiques initiales, initiant, dans le cas de l'Egypte puis, irrésistiblement dans celui de la Syrie un quasi repli sur le vieuxsoutien à la norme autoritaire.

La seconde logique d'internationalisation a étéinfra étatique. Elle a mobilisé les solidarités ethniques, dans le cas des Kurdes,et confessionnelles, dans le cas des Sunnites et des Chiites(en Iran, au Liban et en Irak) bien sûrmais également des Chrétiens, en Syrie, au Proche Orient ainsi qu'un peu partout dans le reste du monde.

### **III.1 Une internationalisation étatiqueasymétrique et partiellementconfessionnelle**

L'asymétrie de l'internationalisation étatique s'est manifestée de plusieurs façons. La Russie et l'Iran, ainsi que son allié libanais le Hizbollah,tous deux engagés dans le soutien aurégime ou, seulement, mais tout aussi efficacement, dans l'opposition à ceux qui le combattaient,ont avant tout, à la différence de ceux-ci, réussi à coordonner leurs efforts. Ils sont parvenus à la fois à protéger le gouvernement de Bachar al-Assad de toute condamnationonusienne sur le modèle libyen, et à préserver ensuite non point son assise sociale ou sa popularité comme ont souvent voulu le faire croire ses partisans, que sonécrasante supériorité militaire. Auxapprovisionnements en armes lourdes et aériennes d'abord,au soutien logistique et technique ensuite est venue s'adjoindre l'appui plus décisif encore, au cours de l'été 2013,des milliers de combattants du Hizbollah.A l'inverse, les "amis" autoproclamés "de la Syrie" ont très vite divergé sur la couleur du leadership de l'oppositionen exil. Dès la phase de constitution du Conseil National Syrien, les Occidentaux, et notamment la France, refusant de tirer les enseignements des premiers scrutins post-révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, ont exprimé des objections à la présence jugée excessive des Frères musulmans. Ils ont également énoncé des conditions particulièrement tatillonnes en matière de représentation des minorités.S'imposant aux émissaires d'une société systématiquement atomisée, déconnectées de la réalité du terrain et de l'heure, les exigencesoccidentales ont freiné la constitution d'un leadership en exil pouvant êtrecrédible, et donc fonctionnel, à l'intérieur. Cette distance entre l'opposition politique en exil et son, ou plutôt, très vite, sesmultiples bras armés internes s'est creusée de façon d'autant plus préjudiciable que les Occidentaux n'ont jamais donné aux forces "modérées" qu'ils disaient vouloir soutenir les moyens financiers et surtout militaires qui leur auraient permis de se crédibiliser à l'intérieur. Les deux alliés arabes (Qatar et Arabie Saoudite) ont pour leur part divergé dans leur stratégie de recrutement des groupes combattants. Ils devaient, pour l'Arabie Saoudite, être composés prioritairementde militaires ayant fait défection des forces armées syriennes, qui se revendiquaient le plus souvent d'un héritage laicisant alors que le Qatar accompagnait la création debrigades allant du registre des "salafis inclusifs"

jusqu'aux proches du réseau renaissant des Frères musulmans <sup>28</sup>. Les Etats-Unis et l'Europe, redoutant de possibles détournements, ont très vite posé des limites drastiques à leur soutien militaire, imposant un embargo à peu près total en matière d'armes de longue portée et plus encore anti-aériennes. Les "amis de la Syrie" (et notamment les Etats Unis, maîtres absolus de la commercialisation d'armes autres que légères) ont ainsi empêché l'opposition d'acquérir le niveau d'armement qui lui aurait permis de traduire sur le terrain l'ampleur du rejet populaire du régime et des premières conquêtes de ses groupes armés (60% du territoire entre mars 2012 et juillet 2012). Cette suspicion précoce vis-à-vis de combattants immédiatement soupçonnés de radicalisme religieux a eu paradoxalement des conséquences très contreproductives sur les équilibres idéologiques internes de l'opposition armée. Les labels «modérés», en manque de financement, ont rapidement perdu de leur crédibilité. La militarisation a tendu ainsi à s'opérer au profit de ceux dont les financiers, dans le Golfe, en Arabie et plus encore en Irak, sans pour autant soutenir (hormis l'Irak) les groupes plus radicaux, n'énonçaient pas les mêmes exigences. Cette fracture a logiquement abouti à la rupture, le 24 septembre 2013, entre la coalition et onze des principales formations de l'opposition armée, fracture que n'a pas résorbé la seconde scission, souhaitée par la coalition et ses soutiens occidentaux et arabes, intervenue, en janvier 2014, entre une large majorité des groupes armés, liés ou non à la coalition, et le clan jihadiste de l'Etat islamique d'Irak et du Levant.

### **III.2 Une internationalisation infra étatique vectrice d'une triple radicalisation**

*"Depuis le début de l'année 2013 une autre guerre se déroule en Syrie, une guerre dont le prétexte est un événement tragique survenu vers la fin du 7ème siècle"* relève très justement Zyad Majed<sup>29</sup>. Sous les coups de la crise syrienne, la vieille fracture sunnite chiite ne va pas être toutefois la seule à se creuser. En 2013, au cours de la troisième année de la révolte se sont irrésistiblement affirmés des acteurs - les jihadistes - différents de la grande majorité de ceux qui avaient jusqu'alors peuplé ses rangs. Il est progressivement apparu que l'originalité de cette nouvelle composante du paysage armé résidait dans le fait que ses membres inscrivaient leur engagement dans une temporalité et une territorialité clairement distinctes de celles du printemps syro-syrien. Les "jihadistes" n'étaient pas seulement les seuls à assumer le recours à des attentats suicides. Leur vraie spécificité tenait à leur agenda politique, qui ne se superposait pas à celui du reste de l'opposition syrienne. Alors que celle-ci entendait construire des institutions permettant de distribuer le pouvoir entre les citoyens indépendamment de leur appartenance confessionnelle, les jihadistes affirmaient leur volonté, (qu'ils mirent immédiatement en pratique dans les territoires dont ils prirent le contrôle) d'édifier un Etat dont les principes organisationnels seraient tirés directement de leur interprétation de la loi musulmane. Ils se démarquèrent donc explicitement de l'affirmation démocratique du reste de l'opposition en prônant d'accorder *de jure* des droits inférieurs aux membres des confessions

---

<sup>28</sup> Le soutien des Etats de la Péninsule aux Jihadistes de l'Etat islamique, considéré comme le fondement de leur développement, n'a jamais été sérieusement documenté démontré. Une "exception" relative confirme en fait cette crainte réelle des Etats du Golfe vis à vis de l'EI : le Koweït est réputé avoir soutenu la formation (jihadiste) du Jabhat al-Nusra dès lors qu'elle s'est alliée aux autres groupes rebelles pour combattre l'EI.

<sup>29</sup> Zyad Majed Syrie, *La révolution orpheline*, Sindbad Actes Sud, L'Orient des Livres, Paris 2014.

autres que musulmane sunnite. Initialement rattaché au successeur irakien d'al-Qaïda ("L'Etat islamique en Irak", puis "en Irak et au levant") sous la dénomination du "Jabhat al-Nusra", la majorité d'entre eux s'autonomisèrent en 2013 de leur direction irakienne (cf infra note 33). La montée en puissance de camp jihadiste, perçu comme à tout le moins associé à l'opposition, est rapidement parvenue à confisquer une partie de la visibilité de celle-ci et, plus encore à en affecter la popularité, en Syrie d'abord mais, plus systématiquement encore, à l'étranger.

Si l'on veut cerner la portée exacte et donc également les limites de cette lente mais néanmoins réelle dynamique de radicalisation, il faut non seulement condamner ses débordements les plus répulsifs - des assassinats de masse (d'officiers ou de soldats alaouites) puis celle d'otages étrangers dont la dimension sectaire est explicitement assumée, la dégradation des édifices religieux autres que sunnites, l'application littéraliste des peines pénales de la loi islamique - notamment. Il faut tout autant se pencher sur sa partie immergée que sont ses fondements historiques. C'est elle qui recèle les clefs de sa genèse, permet d'apprécier la nature de ses ressources mobilisatrices et donc sa possible évolution. La facilité avec laquelle le régime a réussi à enfermer son opposition dans l'image répulsive de sa composante la plus radicale ne peut être comprise en effet si l'on sous-estime, mais pas davantage si l'on surestime son rôle dans ce processus, au détriment d'autres facteurs, plus "endogènes", locaux mais également régionaux et internationaux. La prise en compte de l'historicité et de la territorialité propres de la poussée jihadiste permet de comprendre pourquoi elle déborde très largement l'espace syro-irakien. Et qu'elle est le produit de la stratégie, volontaire ou inconsciente, de multiples acteurs, servant des intérêts distincts au point d'être, ici et là, contradictoires mais qui doivent néanmoins être tous pris en compte.

Nous avons proposé <sup>30</sup> de considérer que- lorsqu'ils ne sont pas le produit des manipulations directes des régimes (comme ce fut le cas notamment lors de la guerre civile algérienne des années 1990) - les membres de la génération jihadiste, adeptes du recours à l'action armée au service d'une rupture radicale avec l'univers notamment institutionnel perçu comme inspiré de la culture politique occidentale - peuvent être approchés comme des sortes de "laissés pour compte" des enceintes politiques dont ils entreprennent de se démarquer ou qu'ils entendent combattre. L'hypothèse générale que nous formulons est que les jihadistes combattants dans le paysage syrien peuvent être ainsi respectivement considérés comme des «laissés pour compte» de l'institutionnalisation de l'opposition syrienne, s'agissant des Syriens, et, s'agissant des étrangers, comme des déçus/exclus des systèmes politiques du reste du monde : le monde arabe d'une part et d'abord - de l'Irak d'al-Maliki principalement à l'Egypte de Sissi ou au Maroc de Mohamed VI -<sup>31</sup>. Mais ils sont également les laissés pour compte de près de 80 nations, pas seulement orientales, incluant la Russie, les Etats Unis et la plupart des pays d'Europe, dont la France.

### **III.2.1. La filière gouvernementale du jihadisme : "sunniser" et radicaliser**

---

<sup>30</sup> *L'islamisme en face*, La Découverte, Paris 2010 (3ème édition, poche)

<sup>31</sup> cf R. Caillet, « L'influence de la guerre en Syrie sur le courant jihadiste marocain », *Études et Analyses du Religioscope*, n°33, avril 2014, [en ligne] <http://goo.gl/c79t0S> Plusieurs commandants jihadistes du groupe marocain Harakat Sham al-Islam ou de l'EI sont réputés avoir participé activement au Mouvement du 20 février, et avoir par la suite manifesté en soutien à la révolution syrienne.

La première dynamique de radicalisation a donc été étroitement liée à la stratégie du régime de donner, par tous moyens, une visibilité décisive à la composante de son opposition susceptible de la discréditer<sup>32</sup>. Il s'agissait pour lui de crédibiliser la représentation tronquée, forgée par ses soins dès le début de la crise, d'une agression lancée par des commandos sunnites jihadistes financés par l'Occident et ses alliés Israélien ou arabes conservateurs pour punir la Syrie de sa résistance à l'ordre régional israélo-américain. Plusieurs procédés ont été utilisés au premier rang desquels une violence répressive disproportionnée avec la menace que constituait une protestation d'abord parfaitement pacifique. Cette violence a été employée de façon très sélective selon les appartenances respectives des protestataires<sup>33</sup>. Dès le mois de mai 2011, le régime a libéré des militants dont il savait parfaitement qu'ils allaient partir grossir les rangs de la composante salafiste de l'opposition armée. Il a par ailleurs accordé pour un temps à la composante jihadiste naissante un traitement privilégié, la mettant notamment à l'abri des bombardements aériens concentrés sur le reste de la rébellion<sup>34</sup>. Il l'a fait enfin en mobilisant lui même, à l'étranger, (au Liban, en Iran et en Irak notamment) des milices inscrivant leur action dans une logique clairement sectaire. Toute prise en compte de la variable du "jihadisme" dans la crise syrienne doit donc prendre en compte le fait que dans le courant de l'année 2013, lorsque près d'une dizaine de milliers combattants du Hizbollah ont fait basculer le sort de la bataille de Qusayr, donnant lieu à Damas à de bruyantes célébrations religieuses autour du tombeau de la sainte chiite Sayeda Zainab, le nombre de ces "jihadistes étrangers" - évoqués par tous ceux qui voulaient discréditer l'opposition - qui combattaient au service du régime pouvait être légitimement considéré comme plus important que celui des combattants étrangers présents dans les rangs de l'opposition.

L'effet amplificateur de cette stratégie du pire du régime, est né des atermoiements déjà mentionnés des "amis" occidentaux "de la Syrie". Le choix de l'option radicale s'est nourri de la constatation de l'absence d'alternative "modérée" qui a résulté en partie au moins, de la géométrie exceptionnellement variable de l'humanisme du camp occidental : faute de disposer de critères rationnels d'appréciation de la prégnance de l'islam politique dans la région, les amis européens et américains de la Syrie ont pris le parti d'ostraciser, et donc d'asphyxier, un grand nombre de brigades jugées "insuffisamment laïcs". Ils ont ainsi contribué très directement à développer le nombre des "déçus de la coalition". Errant entre des groupes divisés, dépourvus d'armement et de finances, bon nombre d'opposants ont fini par se tourner vers les brigades disposant d'une logistique, notamment irakienne, beaucoup plus conséquente. La montée en visibilité et en puissance des jihadistes de l'opposition (la première ayant souvent précédé la seconde) a ensuite et surtout été liée à l'évolution de deux autres théâtres protestataires. L'arène irakienne d'abord, l'arène mondiale ensuite. Les manœuvres attestées du régime syrien n'auraient pu en aucune façon lui donner la dimension qu'elle a connue si elle n'avait pas eu, en Afghanistan puis en Irak d'abord, en Syrie ensuite, comme dans le reste du monde, une

---

<sup>32</sup> Cf notamment Wladimir Glasman : "2012 en Syrie : l'année de l'épouvantail", *Mondes Emergents/Afrique du Nord Moyen-Orient* 2013-2014, La Documentation Française, Paris 2013.

<sup>33</sup> L'un des procédés de différenciation consistait à demander aux citoyens, aux check points contrôlés par le régime, d'énoncer leur appartenance confessionnelle.

<sup>34</sup> En marge des négociations de Genève 2, un membre de la coalition, brandissant son portable devant un officiel de la délégation gouvernementale, lança : "Tenez, voilà la position du siège de l'EIL à Raqa ! Pouvez-vous nous dire pourquoi vous ne les bombardez pas ?"

historicité et une assise militante propre.

### **III.2.2. La filière irakienne du jihadisme ou le croisement d'une révolte transconfessionnelle syrienne avec la protestation sectaire des laissés pour compte irakiens d'Al Maliki**

Une révolution en cache parfois une seconde, qui peut la parasiter et en confisquer partiellement la visibilité, voire les finalités. Tel a été, à certains égards, le cas de l'entrecroisement entre la révolte nationale syrienne et une autre mobilisation protestataire à la fois nationale, régionale et mondiale : celle qu'a initiée la composante radicale du camp sunnite irakien, en se fédérant avec le reste des perdants de la chute du régime de Saddam Hussein. Sous la présidence de l'ex-numéro 2 du Comité pour la "débaasisation" du régime, Nouri al-Maliki, premier ministre depuis le 20 mai 2006, soutenu et cautionné par l'Iran voisin, le gouvernement irakien s'est révélé incapable d'assurer une représentation crédible des Sunnites, anciens alliés privilégiés du pouvoir baassiste déchu, laissant les exactions des milices chiites se développer au détriment rapide de la construction d'un Etat de droit<sup>35</sup>. L'opposition sunnite s'est d'abord déployée sur un registre tout à fait pacifique. Mais elle a vite dû tirer les conséquences de son insuccès et elle a choisi alors de se militariser. Très vite qualifiée de terroriste et traitée comme telle par les milices du premier ministre, lâchée par les Américains après leur départ, elle s'est progressivement réconciliée avec les groupes radicaux rapatriés d'Afghanistan qu'elle avait un temps combattus<sup>36</sup>. Dans le courant du mois de Ramadan/août de l'année 2011, dans des conditions aujourd'hui en partie éclaircies, le futur Etat islamique, alors "Jabhat al Nusra" sous la direction d'Abou Mohamed al-Golani a adopté le territoire syrien comme contre-champ de sa stratégie régionale et espace de la renaissance d'une organisation alors en perte de vitesse<sup>37</sup>. Conjoncturellement au moins, jusqu'à sa poussée victorieuse en Irak en juin 2014 et l'annonce par A. Baghadi, le premier jour du Ramadan 2014 de son ambition de prendre la tête d'un califat restauré, l'EIL a eu avec le régime syrien une période de convergence d'intérêts. Cette convergence s'est manifestée notamment par le fait que les combattants de l'EIL ont longtemps concentré leurs efforts sur le développement de leur assise dans les zones libérées, limitant leur coopération opérationnelle avec les autres groupes armés. Plus encore, les locaux ou les convois de l'Etat islamique se sont vus régulièrement épargnés, on l'a dit, les bombardements que subissaient quotidiennement non seulement les combattants de l'ASL mais tout autant

---

<sup>35</sup> Cf Pierre Jean Luizard in "Nous sommes tombés dans le piège de l'Etat islamique" [http://www.mediapart.fr/journal/international/210914/pierre-jean-luizard-nous-sommes-dans-le-piege-tendu-par-l-etat-islamique?page\\_article=2](http://www.mediapart.fr/journal/international/210914/pierre-jean-luizard-nous-sommes-dans-le-piege-tendu-par-l-etat-islamique?page_article=2). Cf également "Ce qu'annonce l'éclatement irakien" Peter Harling, *Le Monde diplomatique* Juillet 2014. Cf plus largement Toby Dodge *From War to a New Authoritarianism*, Routledge, 2013 (...). Sectarian rhetoric, far from being treated, has become entrenched" (...). "Prime Minister Nuri al Maliki has, from 2010 onwards, repeatedly evoked the 'Ba'athist threat' as a key pattern of his political strategy to unite the Shi'a electorate behind his continued rule".

<sup>36</sup> Abu M al-Zarqawi, arrivé en Irak début 2002, y a fondé un an plus tard le groupe "Tawhid wa-l-Jihad en Mésopotamie". Il a fait ensuite allégeance à al-Qaïda en octobre 2004, avant que l'organisation ne soit dissoute deux ans plus tard au sein de l'Etat islamique d'Irak.

<sup>37</sup> L'un des récits les plus documentés et les plus crédibles de la genèse de Jabhat al Nusra/EIL a été donné par la journaliste libanaise Rania abou Zeid - in *The Jihad next door. The Syrian roots of Iraq's newest civil war*. [http://www.politico.com/magazine/story/2014/06/al-qaeda-iraq-syria-108214\\_full.html?print#.U6qF9ajmaX1](http://www.politico.com/magazine/story/2014/06/al-qaeda-iraq-syria-108214_full.html?print#.U6qF9ajmaX1)



les civils des zones qu'ils contrôlaient <sup>38</sup>. Si l'intérêt du régime à encourager, au regard de leur utile fonction d'épouvantail, le développement d'une opposition radicale a été très vite perceptible, l'autre versant de cette "convergence d'intérêts", vue cette fois du point de vue de l'EIL, soulignée en temps réel notamment par Romain Caillet, était moins évidente. L'agenda de l'EIL étant de préserver la pérennité de la partie syrienne de son « État » transnational en cours de formation, la chute du régime de Damas était loin de constituer une priorité de sa stratégie : "elle entraînerait (en effet) immédiatement "prédisait Caillet "la formation contre lui d'une coalition regroupant la plupart des rebelles sunnites et les restes du « régime alaouite », voire l'intervention des drones américains" dans le droit fil d'un scénario que les jihadistes ont expérimenté dans le contexte irakien, lorsque l'Etat islamique d'Irak, à partir de 2007, dut faire face au front réunissant à la fois "l'armée américaine, les troupes du gouvernement de Nouri Al-Maliki, mais aussi les milices sunnites de la « Sahwa »".

En juin 2013, la déroute de l'armée irakienne devant celle de l'Etat islamique de... Bagdad a contribué à changer profondément la donne. Le soutien occidental "contre ISIS" que les Syriens n'avaient pas réussi à mobiliser pour leur défense est, par la vertu du "Pearl Harbour" constitué à lui seul par les assassinats de deux journalistes américains, devenu brutalement une réalité. Et l'ennemi iranien des trente dernières années est soudainement devenu, de facto, un allié.

### **III.2.3 : "Angry Sunnis" et "jihadistes sans frontières", l'irruption des laissés-pour-compte de l'intégration politique mondiale des musulmans.**

Gonflant significativement les rangs des jihadistes irakiens et syriens et donnant explicitement à la crise syrienne une dimension planétaire, une troisième catégorie d'acteurs, en provenance de près de 80 nations, a fait irruption sur la scène syrienne. Comme leurs homologues syriens ou irakiens, les "angry Sunnis" et autres "jihadistes sans frontières" ou autres candidats à la "Hijra" <sup>39</sup> peuvent être perçus comme autant de laissés pour compte de leurs enceintes politiques respectives. Ils viennent principalement du monde arabe : du Maroc, de Tunisie, d'Egypte et de Libye notamment où les ouvertures "printanières" inachevées ou brutalement refermées avec la caution des Occidentaux ont laissé vierges d'importants espaces protestataires et d'aussi importantes frustrations. Ils viennent également d'un certain nombre d'arènes asiatiques, les victimes tchéchènes de la répression russe (ou, en moindre nombre, les victimes ouïgoures de la répression chinoise) rêvant à la fois de prendre en Syrie leur revanche et de conquérir leur statut de sunnites "libres". Ils viennent enfin des Etats-Unis mais plus encore d'Europe occidentale, et notamment de France. C'est là que quelques centaines d'entre eux ont cédé à la tentation de la migration ("hijra") vers des terres perçues comme

<sup>38</sup> Le 15 Octobre 2006 est créé l'Etat Islamique d'Irak (*Dawlat al-'Irâq al-Islâmiyya*). En avril 2013, son extension en Syrie devient l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) avant, le 29 juin 2014 de se transformer en "Etat Islamique" (EI) dirigé par un califat dont les frontières ne sont pas précisées, ce qui témoigne de la prétention "universelle" de son fondateur. Cf Romain Caillet in *L'échec de l'offensive de l'armée syrienne libre contre l'Etat islamique en Syrie et au Levant* <http://orientxxi.info/magazine/echec-de-l-offensive-de-l-armee,0510> ainsi que dans "Qu'est ce que l'Etat islamique" Les Clés du Moyen Orient <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Romain-Caillet-Qu.html> :

<sup>39</sup> Romain Caillet « La Hijra dans le salafisme contemporain » Religioscope, [http://religion.info/french/entretiens/article\\_548.shtml#U-ht-oB\\_tBM](http://religion.info/french/entretiens/article_548.shtml#U-ht-oB_tBM). David Thompson, *Les jihadistes français*, Les Arènes 2014

“musulmanes”. Ils espèrent y vivre librement les exigences sociales de leur religiosité. Ils pensent d’autant plus devoir combattre pour l’établissement de ce “sunnistan” idéal qu’ils ont pu vérifier qu’aucun Etat de la région - qui tous, de l’Egypte à la Jordanie, expulsent régulièrement les musulmans européens en quête d’affirmation religieuse - n’accepte d’en jouer le rôle. Ils signalent ainsi l’échec ou les limites des politiques d’intégration d’un grand nombre de pays : celui de Vladimir Poutine bien sur (et de ses prédécesseurs) en Tchétchénie notamment, mais également la France, de Manuel Valls...comme de la totalité de ses prédécesseurs. La «machinerie» qui radicalise en France une poignée d’individus n’est pas uniquement économique et sociale, ni même «religieuse». Elle est surtout politique. Le mal-être de très nombreux musulmans, jeunes ou moins jeunes, vivant en Europe ou en France (y compris ceux qui se démarquent radicalement de ces conduites de rupture) ne renvoie pas seulement aux réelles difficultés d’insertion professionnelle des «jeunes des banlieues» et encore moins à leur «mauvaise interprétation» supposée “du dogme musulman”.

Elle requiert une analyse banalement politique. La table française du «vivre ensemble» n’est pas fonctionnelle parce qu’elle est “bancal” ! Et elle est “bancal” parce que son «pied » musulman n’est pas suffisamment élevé pour jouer efficacement son rôle équilibrant. La représentation politique des musulmans d’une part, mais également leur capacité à faire partager quotidiennement, dans les médias de la République, leurs attentes, leurs souffrances, leurs impatiences et le cas échéant leurs humeurs, à leurs concitoyens de l’Hexagone, sont loin d’être satisfaisantes<sup>40</sup>.

Plus globalement, la naissance du jihadisme contemporain, version al-Qaïda, est celle d’une mobilisation visant à frapper les Etats-Unis d’abord, l’Europe en suite, en tant que clefs de voûte de la pérennité de régimes arabes considérés comme profondément illégitimes. Elle peut être corrélée, pour la dater, à l’internationalisation de la répression des oppositions islamistes, telle qu’elle a été proclamée notamment lors du Congrès “antiterroriste” de Charm al-Cheikh en 1996, par les dirigeants autoritaires des enceintes nationales arabes de concert avec ceux de l’arène régionale israélo arabe et (au lendemain de la militarisation de la diplomatie pétrolière des Etats Unis rendue possible par l’effondrement de l’URSS) ceux de la superpuissance étatsunienne dans l’arène mondiale<sup>41</sup>.

Selon les contextes où il s’est ancré, en Afghanistan d’abord puis en Irak et en Syrie, le jihadisme “global” contemporain a pris des tonalités et énoncé des priorités stratégiques différentes. Mais ses composantes sont demeurées les mêmes : lutter contre les acteurs (étatiques ou infra étatiques) qui les empêchent de mettre en oeuvre l’expression politique et sociale de leur conception de la foi musulmane sunnite. Leurs adversaires sont prioritairement les puissances occidentales projetées dans la région mais également les communautés chiites, surtout lorsqu’elles sont impliquées (comme en Iran mais également en Irak et au Liban) dans la gestion des Etats et, comme ils l’ont démontré en Irak, toutes les minorités religieuses même lorsque (à l’instar des Yézidis d’Irak) elles ne sont pas directement impliquées dans le rapport de force avec l’Occident.

Une tendance essentielle du phénomène jihadiste s’est confirmée et explicitée dans la crise

---

<sup>40</sup> Cf notamment “FB sur les événements de La Défense, de Londres et de Boston”

<http://geopolis.francetvinfo.fr/francois-burgat-sur-les-evenements-de-la-defense-de-londres-et-de-boston-17149>

<sup>41</sup> F.B. *L’Islamisme à l’heure d’al Qaïda*, La Découverte, Paris 2005.

irakienne puis syrienne : c'est la capacité croissante des groupes radicaux à relayer les attentes, notamment irrédentistes, de leur environnement : celles des populations touaregs du Mali, celles des "sudistes" du Yémen ou des "Nordistes" musulmans du Nigeria et aujourd'hui celle d'une large composante des Sunnites irakiens puis syriens.

La poussée de l'EIL, dont le régime syrien affiche la prétention à vouloir protéger le monde, signale donc un complexe entrelacs d'échecs structurels du politique profondément inscrits jusque dans l'histoire coloniale. Celui du régime syrien d'abord, où derrière le faux semblant du discours laïc, la représentation politique citoyenne était obérée à la fois par l'autoritarisme "laïc" du pouvoir la persistance des divisions confessionnelles qu'il entretenait. Celui ensuite de la formule politique confessionnalisée mise en oeuvre par les Etats Unis au terme de leur invasion de l'Irak.<sup>42</sup>

La radicalisation jihadiste est également et enfin l'écho des contre performances d'un grand nombre de régimes, arabes et orientaux...mais tout autant occidentaux, France incluse.

Depuis la fin de l'année 2012, les adeptes occidentaux en général, français en particulier de ce Jihad sans frontière occupent dans la perception occidentale de la crise syrienne une place parfaitement disproportionnée avec leur superficie numérique. Le fondement de ce rejet tient évidemment au fait que le discours jihadiste ajoute - au moins en théorie - l'Occident tout entier au spectre de ses ennemis régionaux syriens, irakiens ou chiïtes. Le paradoxe de cette expression extrême de la crise syrienne est qu'elle fait, à l'instar du thème des "chrétiens menacés", l'objet d'instrumentalisations multiples et contradictoires. Le paradoxe de cette expression extrême de la crise syrienne est qu'elle fait, à l'instar du thème des "chrétiens menacés", l'objet d'instrumentalisations multiples et contradictoires. Brandi par le régime syrien (et ses alliés, russe ou chiïte) comme preuve de l'illégitimité et de la dangerosité de son opposition tout entière, il est tout autant instrumentalisé en Europe non seulement comme la justification du désengagement à l'égard de l'opposition syrienne toute entière, mais comme l'un des repoussoirs des politiques migratoires ou encore comme « preuve » du bien fondé d'une lecture pernicieusement confessionnalisée (et donc dépolitisée) du conflit israélo arabe enfin<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup>Selon ce qui, dans la région, ressemble en fait à une sorte de ...tradition : dans la Syrie des années vingt, la puissance mandataire française, républicaine et laïc chez elle, s'était empressée de donner une expression institutionnelle aux divisions ethniques et confessionnelles du "Bilad as shâm" syro libanais. Cf notamment Sabrina Mervin "L'entité alaouite" une création française. In *Le choc colonial et l'islam, les politiques religieuses des puissances coloniales en terre d'islam* Pierre-Jean Luizard, Paris La Découverte, 2006.

<sup>43</sup>Arno Klarsfeld justifie son engagement dans l'armée d'occupation israélienne par le fait qu'il y "défend les valeurs occidentales en luttant contre l'islam radical". Le député européen Aymeric Chauprade expose en ces termes sa lecture - qui ne semble pas être confinée aux cercles de son parti (le Front National), des dynamiques qui ont traversé l'espace politique arabe depuis février 2011 : "Fiction occidentale, le « Printemps arabe » ne fut qu'un sombre festival qatari-saoudien. Le Qatar et ses amis « Frères musulmans » purent s'offrir les régimes Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye, la terreur et le chaos en Syrie. Quant à l'Arabie Saoudite, elle emporta le deuxième acte au Caire en éliminant, grâce aux généraux égyptiens, Morsi et ses Frères musulmans mais elle disputa au Qatar l'influence sur les groupes terroristes en Syrie. Toute cette œuvre funeste d'égorgements, de décapitations, de viols des jeunes chrétiennes ou chiïtes vierges, d'exécutions sommaires, de prisonniers enterrés vivants, de vidéos macabres postées sur Youtube et téléchargées des dizaines de milliers de fois dans nos banlieues, tout cela nous le devons « à nos magnifiques alliés », nos nouveaux amis du Moyen-Orient, gorgés de pétro-dollars, le Qatar et l'Arabie Saoudite". :- ) in "*La France face à la question islamique*"  
<http://aucoeurdunationalisme.blogspot.fr/2014/08/la-france-face-la-question-islamique.html>

#### **IV “Marche arrière toute”: lacrise syrienne et les revers mondiaux de l’universel**

La crise syrienne a contribué à produire, avant de l’exporter, au Proche Orient et dans le reste du monde, le pire de ce que nourrissent les conflits :la banalisation, d’abord,des usages les plus extrêmes de la violence, l’affaiblissement, ensuite, du lien national au bénéfice de diversesappartenances infra-étatiques dont la mobilisation a rapidement irradié dans le terroir régional puisinternational. Ce repli identitaire ne s’est pas fait toujours sur les appartenances religieuses. Dans le cas des Kurdes, c’est un lien ethnique qui s’est substitué au ciment national longtemps entretenu, le cas échéant par la force, par et au profit du régime.

Contrairement à une représentation largement répandue, les débordements de violence extrémiste ne sauraient être expliqués par la seule poussée des radicalismes religieux. Les occurrences des violences extrêmes ne peuvent en effet être coréllées à l’une seulement des références idéologiques des parties au conflit. Toutes les formes de torture, des assassinats de masse sur une base sectaire, des enterrements vifs, des viols systématiques, la famine programmée,l’usage d’armes de destruction massive, chimiques ou balistiques contre des civils, ont bel et bien été le fait d’unEtat, et exercés au nomde “la légalité” aussi bien que de la défense “de l’ordre”, “des minorités”ou même “de la laïcité”.La contre-violence croissante s’est exercée pour sa part au nom d’un large spectre idéologique dont le socle est demeuré longtemps celui de la protection ou de la défense d’une ambition citoyenne tout à fait universelle. Parallèlement, et à l’encontre de la difficile construction d’un universel politique, la crise a bel et bien vu s’affirmer, dans les deux camps, de façon quasi structurelle et généralisée, unetendance manifeste au repli sur des appartenances infra nationales de type confessionnel. Cette dérive s’est produite au sein (et au détriment) du tissu national d’abord, dans le tissu régional ensuite. La résurgence du lien confessionnel estégalement devenue perceptible sur la scène internationale, y compris chez les acteurs autres que musulmans : derrière la façade des éthiques concurrentes des deux camps et de leurs soutiens respectifs se sont irrésistiblement manifestées des solidarités qui peuvent être considérées comme étant, pour une large part, liées aux appartenances religieuses.

La crise syrienne a donc bel et bien nourri, chez unepartie au moins des acteurs,aussi bien dans le camp de l’Etat que chez ceux qui contestaient son autorité (ou, pour certains, son existence même dans ses frontières et dans sa forme institutionnelle), “en Orient” comme “en Occident”,un véritable repli sectaire. Dans les rangs du régime “laïque” l’affrontement a vu naître une double confessionnalisation :alaouite puis plus largement chiite d’abord, elle a été“chrétienne” ou à tout le moins “anti-musulmane” ensuite, touchant aussi bien les rangs de ses soutiens nationaux que, de façon plus inattendue, ses soutiens autres que musulmans,russemais égalementoccidentaux.

Dans le camp de ceux qui ont entrepris de se libérer de l’emprise de l’Etat ou de profiter de son affaiblissement, les Kurdes, pour leur part, se sont mobilisés sur uneappartenance plus ethnique que religieuse, preuve que la référence religieuse n’est pas le seul substitut au lien national lorsque celui-ci vient à se déliter. Mais pour tous les autres acteurs de l’opposition, lorsque le ciment de la construction institutionnelle de la coalition a échoué à renouveler le lien

---

national fissuré par la guerre civile, ce sont bien les appartenances confessionnelles (pour les Chrétiens comme pour les Musulmans, aussi bien chiites que sunnites) qui se sont substituées au maillage national.

La distribution démographique des communautés a fait que, logiquement, l'affirmation de la majorité démographique sunnite a été la plus visible. Cette "révolte sunnite" a vu par la suite se développer en son sein ou à ses marges une expression radicale qui est entrée en résonance avec une identique protestation (sunnite) irakienne d'une part et d'abord, avec le "jihadisme global" des "jihadistes sans frontières" ensuite. Les groupes armés transnationaux issus de la matrice d'al-Qaïda, longtemps en quête d'un ancrage territorial, ont trouvé ainsi en Syrie l'occasion de faire progresser une stratégie relativement nouvelle: celle d'une alliance entre leur projet transnational, en mal d'assise territoriale, et les attentes de mouvements irrédentistes régionaux disposant de ce précieux capital territorial. Après les Touaregs au Mali, les "sudistes" du Yémen, les "nordistes" du Nigeria, les Sunnites irakiens et syriens sont ainsi les premiers à avoir réussi à donner une assise territoriale à l'utopie étatique d'un "sunnistan" libéré de toute interférence aussi bien occidentale que chiite.

### **La communautariste....c'est l'Autre !**

L'opposition, et toute la société syrienne, sont bien sûr les premières à payer le prix particulièrement élevé de ce recul éthique et politique engendré par la fragmentation confessionnelle de l'appartenance nationale syrienne.

L'Europe en général, la France en particulier, font d'ores et déjà partie des victimes collatérales de l'exportation du conflit. A gauche comme à droite de l'échiquier politique, la surenchère s'est organisée pour capitaliser les dividendes électoraux d'une mobilisation contre l'extrémisme des "jihadistes" français. Mais tous ceux qui font leur miel électoral de la peur que génère ce nouveau fléau sont à bien des égards ceux même qui contribuent activement, consciemment ou non, à le fabriquer. Avant même la radicalisation jihadiste<sup>44</sup>, les manifestations de sympathies des musulmans français vis-à-vis de l'opposition syrienne ont vu s'expliciter la vieille incapacité hexagonale, talon d'achille de la République depuis ses heures noires coloniales, à gérer sur un mode citoyen la relation à l'altérité musulmane. Le tonitruant départ en guerre de la France pour défendre .... "les minorités en danger" a achevé de ruiner ses prétentions laïques et universelles.

La spécificité française est faite d'une récurrente difficulté à considérer comme légitimes toutes prises de position oppositionnelles ou seulement critiques exprimées par les Musulmans de France en matière de politique étrangère. Et par une propension toute aussi récurrente à les discréditer "à l'idéologique", c'est-à-dire sur un mode essentialiste tendant à fonder la critique

---

<sup>44</sup> Tous les jeunes musulmans européens engagés en Syrie, même les plus radicaux, n'ont pas nécessairement un agenda anti occidental. Cf parmi d'autres, le témoignage d'un ancien militaire hollandais d'origine turc: « *Je suis venu en Syrie uniquement pour la Syrie. Je ne suis pas venu pour apprendre à construire des bombes ou ce genre de truc et ensuite rentrer. Ce n'est pas la mentalité qu'ont la plupart des combattants présents ici. En gros, et même si je sais que ça peut être dur à entendre, la plupart des frères qui sont ici, dont moi-même, nous sommes venus pour mourir. Donc repartir ne fait pas partie de nos perspectives.* » Ou encore "Si l'armée des Pays-Bas à laquelle j'appartiens était venu défendre les Syriens, je les aurai accompagné, je ne serai pas venu seul". <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2014/01/30/temoignage-sur-tumblr-un-djihadiste-hollandais-raconte-sa-vie-en-syrie/#xtor=RSS-32280322>

sur l'influence supposée de particularismes religieux plutôt que d'accepter d'y voir l'expression d'une différence ou d'un différend universellement politiques. Pour prendre la mesure de la façon dont la classe politique nourrit le processus de confessionnalisation et de communautarisation qu'elle prétend combattre, il n'est que de constater le différentiel flagrant qu'elle laisse s'instaurer entre les solidarités confessionnelles transnationales : banalisées lorsqu'elle sont le fait de citoyens juifs au bénéfice de l'armée israélienne (malgré l'illégalité avérée des missions de cette armée dans l'occupation des territoires palestiniens) elles sont, dès lors qu'elles concernent des acteurs musulmans et s'opèrent au profit de révoltes palestiniens ou syriens, immédiatement criminalisées.

En maniant très sélectivement suspicion, exclusion et stigmatisation à l'égard de la seule composante musulmane du tissu national, en enfermant la parole "musulmane" publique dans le ghetto de porte-paroles cyniquement préfabriqués - dont l'Imam Chalgoumi est le dérisoire emblème - une écrasante majorité de la classe politique, gauches et droites confondues, accélère en réalité la confessionnalisation et la communautarisation pernicieuses qu'elle prétend dénoncer. Et elle contribue au basculement réactif de centaines d'individus dans les conduites "jihadistes" radicales de refus et de rupture qui s'en suivent, lui permettant ensuite de "justifier" *a posteriori* sa réticence devant toute solidarité "musulmane" à l'égard de la Syrie.

Mona Chollet établit un parallèle éclairant entre la propension des régimes autoritaires syrien et irakien à instrumentaliser à leur profit la division sectaire de leur société et la gestion révélatrice par le président de la République française de la crise de Gaza de juillet 2014. "Depuis une quinzaine d'années, la France joue très clairement l'une de ses minorités contre une autre, les Juifs contre les Arabes. Et elle le fait en référence à Israël, par convergence idéologique, parce qu'elle suppose — à tort ou à raison — que la grande majorité des Juifs de France soutiennent la politique israélienne et partagent donc la défiance générale envers les Arabes, perçus comme une masse indistincte et fanatique, ceux de là-bas et ceux d'ici confondus <sup>45</sup>".

Jamais, depuis la crise syrienne, les prétentions de la France à lutter contre la confessionnalisation qu'elle dénonce avec arrogance partout ailleurs que chez elle - n'auront été mises si explicitement, et si dangereusement, en défaut.

FB Aix-en-Provence octobre 2014

A paraître in Anna Bozzo Pierre Jean Luizard, Actes du colloque « "Les transitions arabes. La place de l'islam dans les polarisations politiques et confessionnelles" Paris 26 Mars 2014, RomatrEpress, 2014

---

<sup>45</sup> in "Recettes faciles pour une guerre civile. Le "chant d'amour" de François Hollande pour Israël et ses conséquences. <http://www.peripheries.net/article337.html>